

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p.2 : International : On vote au Chili / p.3 à 6 : Place au débat : Notre boussole contre l'extrême-droite / p.7 Actualité sociale : Le RSA – Avez-vous remarqué ? Les oukazes libérales de Bruxelles sur la SNCF / p. 8 : Coup de gueule : La poste veut-elle encore s'occuper du courrier ? – Les bras m'en tombent : Nominations à la légion d'honneur

EDITO

Certes, la situation au Proche-Orient qui risque d'embraser au-delà de la Palestine, occupe nos pensées d'autant plus qu'elle fige chacun sur ses soutiens alors que la recherche d'une solution de paix juste exigerait de s'attacher à la Raison et à la diplomatie (quelle perte que la disparition de la voix de la France...) et d'apporter un soutien sans faille à ceux qui, de part et d'autre -et même si, aujourd'hui, ils sont peu nombreux- recherchent une voie de paix.

Cependant, on ne doit pas se laisser détourner du fait, qu'en France, Macron continue de mener une guerre sociale sans merci contre le monde du travail qui a entraîné la révolte populaire des gilets jaunes fin 2018 -et cette blessure n'est pas refermée- et le formidable mouvement contre la réforme des retraites de janvier à mai de cette année -qui a démontré l'ampleur du rejet de ce pouvoir. Malgré cela, le gouvernement libéral de Macron continue d'éclater notre société, de brader emploi et industrie, de détruire nos services publics, de s'en prendre à tous nos systèmes de solidarité -et au 1^{er} rang à la sécurité sociale.

Le vote du budget de la Sécu démontre que le gouvernement n'a pas changé depuis les grandes mobilisations contre la casse des retraites. La même politique libérale comme les mêmes méthodes anti-démocratiques sont à l'œuvre. Ce projet de loi avait été rejeté par la commission des Affaires sociales ; il avait reçu un avis défavorable de l'union nationale des complémentaires santé et de la Mutualité française ; enfin il rencontrait une opposition unanime des organisations syndicales et des groupes parlementaires -à l'exception des Macronistes. Alors la 1^{ère} ministre en est revenue à ses bonnes vieilles méthodes : le 49-3.

Cette unité contre le PLFSS a cependant fait reculer l'Exécutif sur plusieurs des mesures qu'il

avait envisagées : Ainsi il n'y aura pas d'augmentation des franchises médicales alors que la 1^{ère} mouture prévoyait de doubler les franchises médicales qui seraient passées, pour le patient, de 50 centimes à 1 euro à chaque boîte de médicaments et également de 1 à 2 euros pour la consultation médicale. Même recul sur la ponction envisagée sur les excédents de l'Agirc-Arrco. L'unité syndicale, de la CGT à la CFE-CGC en passant par FO et la CFDT et l'ensemble des autres organisations, paie.

Dans le même registre, la « Conférence sociale sur les bas salaires » a accouché d'une souris : la création d'un Haut conseil des rémunérations et l'annonce d'un comité chargé d'étudier l'articulation entre salaires, exonérations de cotisations et versement de la prime d'activité. Elisabeth Borne n'a évoqué aucune mesure en faveur des bas salaires, même pour les fameuses « deuxièmes lignes », tant saluées pendant la pandémie de Covid-19 et dont on voit encore l'efficacité des « lignards » d'Enedis lors de la tempête Ciaran

La question des demandeurs d'emploi est également traitée avec le même mépris. L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) établissement public administratif créé en 1967 avait pour but de centraliser les offres et les demandes d'emploi, d'effectuer des statistiques sur le nombre de demandeurs d'emploi et d'aider les chercheurs d'emploi dans leurs démarches. Avec l'Unédic, elle formait le service public de l'emploi et concrétisait le droit au travail reconnu par la Constitution de la Vème République. L'ANPE a subi une première attaque en 2008 sous Sarkozy quand elle a été fusionnée avec les Assédic pour devenir « Pôle emploi ». Nous avons franchi, le mois dernier, une nouvelle étape par la transformation de « Pôle

emploi » en « France Travail » dont le 1^{er} objectif est de culpabiliser les chômeurs et de faciliter leur mise à l'écart de la société. La 1^{ère} mesure en est un exemple : le RSA sera conditionné à 15 heures de travail hebdomadaire ; salauds de pauvres, quoi !

Parallèlement, il n'y a pas que des perdants au paradis macronien. Les dividendes versés par les entreprises du CAC 40 à leurs actionnaires ont atteint un montant record de 57, 5 milliards en 2021 soit une hausse de 32% par rapport à l'année précédente. On attend les chiffres de 2022 ! La rémunération moyenne d'un patron du CAC a progressé de 52% pour atteindre en moyenne de 6,6 millions d'euros. Ces mêmes entreprises ont dépensé 65000 euros par an par salarié ... (et encore : salaires des cadres supérieurs compris). La France est devenue un des pays le plus généreux de la planète pour la rémunération des actionnaires en même temps que le pouvoir d'achat des salariés est en berne. De l'augmentation du SMIC, à l'indexation des salaires sur l'inflation, c'est toujours le même refus catégorique, au nom de la bonne gestion de l'économie ... libérale. Peut-on parler de « bonne gestion » quand notre commerce extérieur s'effondre ou que l'importance de l'industrie dans notre PIB diminue de manière effarante ? Nous sommes d'ailleurs parmi les plus mauvais élèves de l'Europe, alors que la part des salaires dans la

valeur ajoutée stagne ou diminue ... contrairement à celle de la rémunération du capital...

Un exemple : TotalEnergie. Le pétrolier français continue d'enregistrer des profits faramineux. La société a engrangé un nouveau bénéfice de 6,4 milliards d'euros au 3^e trimestre, en hausse de 1,5% par rapport au même trimestre de l'année 2022... qui était pourtant une année record. Le PDG, Patrick Pouyanné, a annoncé à ses actionnaires la distribution d'un troisième acompte sur dividende de 0,74€/action au titre de l'exercice 2023, en hausse de plus de 7% par rapport à 2022. Mais le gouvernement, lui, se refuse à imposer un contrôle du prix de l'essence, tout juste s'il exprime auprès de ces messieurs son souhait que la hausse ne soit pas trop forte... TotalEnergie a obtenu que la taxe exceptionnelle sur les raffineurs ne soit pas retenue dans le budget de l'État pour 2024. La société menaçait de stopper ses prix à 1,99€ à la pompe en cas de prolongation de cette mesure fiscale qui, de plus, n'aurait eu que peu d'impact sur ses profits...

De nouvelles prises de conscience que « ça ne peut plus durer » sont à attendre de la part de notre peuple. On ne peut pas dire aujourd'hui quelle ampleur elles auront, quelles formes elles prendront ni quel débouché elles pourront avoir. Mais cette mobilisation est nécessaire. Sans elle on ne pourra mettre fin à la casse de notre pays.

Marinette Bache

INTERNATIONAL

Le Chili vote dans 6 semaines.

Par Pierre Cappanera

Le 17 décembre, 15 millions de chiliens sont appelés aux urnes pour se prononcer sur le projet de nouvelle constitution. Celle-ci a été élaboré sous l'influence de l'extrême-droite par le Conseil Constitutionnel. Lundi 30 octobre, ce Conseil a adopté par 33 voix contre 18 (17 voix de la gauche plus le représentant des Mapuche) le projet écrit avec la plume du parti d'extrême-droite de Kast.

Ce projet est pire que la constitution actuelle de Pinochet. Moins de démocratie, moins de droits pour les femmes, moins de droits syndicaux... Et bien sûr une quasi impossibilité de la modifier. Une catastrophe ! Mardi 7 novembre le projet sera officiellement présenté au Président Boric et la campagne électorale officielle commencera ensuite. Sauf que la droite et l'extrême-droite ont déjà commencé leur campagne avec leurs médias. Le passé récent a montré qu'ils savaient être efficaces. La gauche va appeler à se prononcer contre ce projet mais comme d'habitude elle traîne. Elle a un temps de retard. Elle n'est pas encore vraiment entrée dans la bataille.

Les sondages sont pour le moment très favorables au non à ce projet mais les résultats risquent d'être plus serrés que prévus jusqu'à présent. Au 30 octobre, le non au projet est crédité de 51% des voix contre 34% au oui et 15% d'indécis. Il y a 5 semaines, le non recueillait 59 des suffrages contre 21% au oui, avec 20% d'indécis. L'écart qui était de 38% s'est réduit à 17%. C'est pourquoi il est urgent que la gauche entre en campagne massivement. Le bascule de 8% d'électeurs inverserait le résultat. Le risque de se faire voler une victoire a priori acquise existe.

Il faut rappeler que tous les Chiliens en âge de voter sont inscrits automatiquement sur les listes électorales et que le vote va être obligatoire.

Si finalement le non l'emporte, la Chili continuera avec l'actuelle constitution de Pinochet et le problème de son changement restera entier.

PLACE AU DEBAT

NOTRE BOUSSOLE CONTRE L'EXTREME DROITE

Par Jean-Claude Chailley

Le Rassemblement National, comme Reconquête de Zemmour, sont des partis du Capital, des milliardaires français comme étrangers du CAC 40.

L'extrême droite a une influence grandissante sur la politique de la France

Le 1^{er} axe de combat, notre boussole, c'est de prouver, notamment aux salariés-es, l'essence de sa politique : **démagogie, mensonges, division les salariés.es, politique antisociale, ... pour le plus grand bénéfice du MEDEF, des milliardaires.**

Le 2^{ème} axe c'est la lutte unie, victorieuse, contre l'austérité, l'ouverture de perspectives gouvernementales, la République sociale.

Les milliardaires qui possèdent la plupart des médias font monter l'extrême droite comme ils vendent des lessives.

L'omniprésence de l'extrême droite sur les grandes chaînes des milliardaires Bolloré, Drahi, B Arnault, X Niel, ... mais aussi les chaînes publiques, **crée la montée du RN, de Reconquête.**

Il n'y a pas que le temps de parole qui est disproportionné, il y a la manière d'utiliser le temps.

- **Le RN fait le tour des médias** lorsqu'il y a une agression, un attentat, a fortiori s'il s'agit d'un étranger sans papiers. **Il peut alors dérouler son programme sécuritaire, anti immigrés, anti « islam », anti « extrême gauche », ...**

- **Les médias ont l'attitude opposée pour la NUPES** – qu'ils qualifient « d'extrême gauche » - . **Il s'agit de la mettre en accusation, de la diviser, de contribuer à l'exploser** (alors qu'elle y arrive très bien toute seule).

Dans les interviews de la NUPES, il n'y a jamais le temps de parler du social !

La démagogie, le mensonge, armes permanentes de l'extrême droite

Les périodes sont différentes, mais il ne faut pas oublier les leçons de l'Histoire, entre autres **la stratégie d'Hitler pour arriver au pouvoir.**

Actuellement en France « Nazi » évoque la Shoah, l'occupation de la France, la guerre de l'Allemagne et ses alliés pour la domination mondiale, les 50 millions de morts.

Mais avant sa prise de pouvoir Hitler était le chef du « Parti des travailleurs allemands ». Il était même pour le « **socialisme** ». Mais un « **socialisme** » à **préférence nationale.** C'est le **Parti national socialiste des travailleurs allemands.**

Un mensonge répété dix mille fois devient vérité » disait Goebbels

Pour Hitler il fallait **défendre** les « vrais » allemands contre les **juifs** supposés responsables de tout, comme maintenant les « immigrés », les « musulmans ». Il fallait aussi se « **défendre** » contre **les communistes, les socialistes, les syndicats.**

Hitler, crise de 29 aidant, incapacité de la gauche à y répondre, a réussi à tromper une partie des travailleurs. Il n'a pas trompé les milieux dirigeants qui disaient « mieux vaut Hitler que le Front populaire ». La plupart des PDG américains étaient **pro Hitler.**

Hitler a même pris le pouvoir presque légalement en 1933, bien que socialistes + communistes aient eu davantage de voix. Divisés ils ont laissé Hitler passer.

A qui profite l'extrême droite ?

A/ Il peut s'agir de billard à 3 bandes de politique intérieure.

- F Mitterrand a aidé le FN de Jean Marie Le Pen pour raisons électoralistes.
- Les Etats Unis ont aidé les talibans pour lutter contre l'URSS qui occupait l'Afghanistan.
- Selon les experts Sharon, Netanyahu, auraient aidé le Hamas à se développer pour bloquer toute solution de paix, de respect mutuel, entre juifs et arabes.

Lueur d'espoir, l'impossible s'est réalisé : l'équipe sud-africaine de rugby était composée de noirs et de blancs totalement solidaires.

B/ Dans l'immédiat il s'agit de faire pression sur Macron, sur Borne, sur LR...

Réussi : Macron court après Ciotti qui rivalise avec Le Pen, ce qui la légitime.

Macron fait reculer l'Etat de droit, pratique une politique de plus en plus à droite, liberticide et antisociale.

- **Macron, Borne, Darmanin, au nom de la sécurité, de la lutte antiterroriste, enchaînent les lois antisociales, les lois qui restreignent les libertés en général.**
- **Retraite à 64 ans, refus d'indexer les salaires sur l'inflation, réforme sur réforme contre les chômeurs, contre l'enseignement et la recherche, contre le RSA, coupes sur les budgets de la Sécurité sociale et des services publics, sauf l'armée et la dette. Mais 200 milliards et plus d'aides annuelles aux entreprises**
- **Le droit de manifester est de plus en plus réduit : interdictions arbitraires, procédures d'autorisations** confinant au sabotage, images en boucles d'incidents qui dissuadent une bonne partie de la population d'y participer, ...
- **Fermeture de bourses du travail**
- **Criminalisation de l'action syndicale.** Plus de 1000 inculpations rien que pour la CGT, ...
- **Toujours plus d'appels à la répression alors « qu'on a le maintien de l'ordre le plus brutal d'Europe »** (Sebastian Roche, spécialiste, C'dans l'Air)
- **Pression sur la justice « 10 000 fois » qualifiée de « laxiste »** (ce qui est faux), voire de « politisée » lorsque les décisions ne plaisent pas. Trump a fait des émules.
- **A chaque fois on rajoute une loi.** Le projet de loi immigration de Macron (29^{ème}) est déjà considéré comme insuffisant, insignifiant.

Aucune loi immigration ne peut suffire puisque l'objectif réel de l'extrême droite et ses alliés c'est d'instrumentaliser l'immigration.

- **On va vers une négation du droit :** au lieu de juger des actes on tend de plus en plus à condamner un soupçon d'acte répréhensible, voire d'opinion qui déplairait.
- **La pensée unique, s'impose à la télé, bien au-delà des autres pays occidentaux.**
- **LR a élu M Ciotti, très proche du RN, et même concurrent, comme président.**

M Aubert, VP, demande que la France sorte en partie de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Le Sénat de G Larcher, LR, centristes, votent la quasi suppression de l'AME, Aide Médicale d'Etat, attitude inhumaine autant que dangereuse médicalement, une revendication de longue date du FN/RN. Idem avec la remise en cause du droit du sol, institué en 1515

C/ Il s'agit de faire de l'extrême droite une alternative.

Nous sommes en période de crise. Macron ne repose que sur le 49-3. Les milieux financiers dirigeants, les multinationales, ont un double objectif :

- ✚ Faire pression sur Macron, LR, ... pour une politique de plus en plus « pro business »
- ✚ ET faire du RN, éventuellement de Reconquête de Zemmour, une alternative.
- **Le RN, Reconquête, sont des partis du capital, au service des Bolloré, Drahi, Arnault, et autres milliardaires français ou étrangers du CAC 40.**

L'extrême droite a d'ores et déjà une grande influence sur la vie politique française.

Reconquête de M Zemmour

Il établit clairement le lien racisme <-> politique d'extrême droite.

- M Zemmour veut une **guerre totale** contre tous les musulmans - qui ne peuvent donc être français - et au-delà tous les « non blancs » au nom du « **grand remplacement** ».
- **Le mépris des « banlieues ».** Assimiler « les banlieues » aux dealers, aux radicalisés, - qui existent- est ignoble pour l'immense majorité qui y vit et y travaille, souvent loin de chez soi.
- M Zemmour avoue qu'il est de droite, au service du capital. Difficile de dire le contraire lorsqu'on a été sur la chaîne Bolloré aux heures de grande écoute.
- **Sa politique c'est de détourner la nécessaire lutte des salariés.es contre le MEDEF et ses représentants, vers une guerre contre les « immigrés »,** d'ailleurs français, ou non.

Du FN de M Le Pen au RN de Mme Le Pen : la stratégie de conquête du pouvoir

- **Au FN** le racisme et l'antisémitisme étaient revendiqués : fierté de la torture en Algérie, « Durafour-crématoire », la shoah « détail de l'histoire », ...

- **Le passage du FN au RN inverse l'affichage.** Les statuts disent : « *Attaché à l'égalité devant la loi de tous les citoyens français sans distinction d'origine, de race ou de religion, ...* ».

M Bardella s'affiche comme défenseur des juifs, tout en avouant « *l'antisémitisme résiduel* » du RN, avant de déclarer et répéter : « *je ne crois pas que Jean Marie le Pen soit antisémite* », suivi par le député RN JP Tanguy. De fait le RN – qui a gardé la quasi-totalité des responsables et membres du FN – nie l'antisémitisme.

Statuts : « *Les membres du Rassemblement National constituent une authentique communauté, soudée face à l'ennemi commun...* ». **Qui est « l'ennemi commun » ?** Les statuts n'en disent mot.

- **C'est une stratégie habile pour fédérer les mécontentements, les haines :** haine du « musulman », « noir », « juif », délinquant, syndicaliste, parti de gauche, défenseur de l'IVG, ...
- Dans ma campagne d'origine des veuves ont **basculé** vers le vote FN **uniquement par peur** d'une bande qui dévalisait les fermes où elles vivaient isolées, et aucun accord sur le reste.
- **Il est facile pour le RN, Reconquête, de cibler les « musulmans » :** il n'y a pas d'immigration juive en France, la politique des Etats Unis,...est inconditionnellement pro gouvernements israéliens.
- **Ça n'exclut pas l'antisémitisme. Mme Le Pen a été filmée (à son insu) en train de danser avec un individu déguisé en officier SS.** Le RN a des **parlementaires au lourd passé** (GUD...)
- ➔ **En 2027 il sera difficile de convaincre qu'il faut « faire barrage à l'extrême droite ».**
- **Le RN dénonce les syndicats, CGT en tête, le PC, la FI, ...**Dans les mairies RN il fait la chasse aux ONG qui ne lui plaisent pas, symbole de sa conception de la démocratie.

L'extrême droite participe à la création du communautarisme dont elle a besoin pour espérer arriver au pouvoir. Les citoyens issus de l'immigration, les jeunes, se sentent stigmatisés. ça bloque l'intégration, l'assimilation, renforce le repli communautaire. Ça facilite le recrutement d'un certain nombre de jeunes par les terroristes, ce qui ne justifie en rien leurs actes, mais rend de fait service à l'extrême droite dont c'est le fonds de commerce.

Pourquoi le RN a abandonné la sortie de la France de l'UE

L'accent mis sur la souveraineté nationale, le slogan « On est chez nous ! » se conjugue mal avec l'Union européenne qui intervient sur à peu près tout. Tout le monde se souvient du fiasco de Mme Le Pen dans son débat avec E Macron lors de la présidentielle de 2017.

Il y avait une raison de fond, la contradiction de sa politique européenne. Les discours du RN étaient : « **sortie de l'UE** », applaudis à tout rompre dans ses réunions publiques. Mais les textes du RN commençaient à dire le contraire. Dur de défendre les 2 à la fois à la télé !

Le RN s'est rallié à l'UE parce que les multinationales, le patronat français comme européen, sont pour cette Union européenne libérale. Les Etats Unis sont également pour l'achèvement du marché intérieur européen – plus facile à conquérir que 27 ou 30 pays pour la plupart microscopiques à l'échelle des Etats Unis -

Le RN, parti du Capital, parti des actionnaires, était en pleine contradiction avec les milieux financiers dirigeants. C'était intenable dans une perspective de prise du pouvoir. Il s'est donc rallié à l'Europe libérale, ce qui ne l'empêche pas de la critiquer ici ou là, **mais il ne demande plus à quitter l'UE.**

En Italie, Giorgia Meloni

- Se réclame de Thatcher. Gouverne à coups de décrets lois.
- En phase avec l'Union européenne, notamment sur l'austérité.
- Atlantiste, alignée sur l'OTAN
- Refus d'un salaire minimum. A supprimé l'équivalent du RSA. Economies sur la santé.
- Reculs sur le droit d'asile, ... mais promesse de stopper l'immigration non tenue. Au contraire 150 000 régularisations (Rédacteur en chef de Challenges) ; pareil dans la Hongrie de Orban

Au Brésil Mme Le Pen, soutien de Jair Bolsonaro,

A-t-il réglé le moindre problème **d'insécurité**, pourtant effroyable, au Brésil ? **NON !**

Quant à l'écologie, pour laquelle le RN est particulièrement discret, il a **amplifié la destruction de la forêt amazonienne à la demande des grands propriétaires et de leurs milices privées qui font régner la terreur.**

USA, Steve Bannon, extrême droite, félicite le RN pour son racisme

« Laissez-les vous appeler racistes, xénophobes, Prenez ça comme un **compliment**... »

En France

A force de répéter « 10000 fois » immigration = insécurité, pillage de la Sécu, délinquance, fraude sociale, ...une partie de la population le croit.

- Pendant ce temps **on ne parle pas des 950 Md de profits des multinationales qui sont partis dans les paradis fiscaux en 2022**. Or il y a de quoi résoudre une bonne partie des tensions dans le monde et notamment éviter aux jeunes de risquer leur vie, pour des dizaines de milliers à perdre, pour émigrer dans des pays limitrophes, en Europe ou aux Etats Unis.
- **Faute de s'en prendre aux causes, les guerres, la pauvreté, le climat, la promesse de stopper l'immigration est intenable**, sauf à envoyer la marine italienne ou autre couler les embarcations en pleine mer ou le déléguer à la Libye, l'Albanie, ... moyennant chantage.

Pour les syndicats CGIL – CISL – UIL / CGT - FO -CFDT / DGB :

« Les accords avec les pays tiers doivent être basés sur la **coopération** pour le **développement local et l'échange**, la formation et la création d'initiatives de **codéveloppement** et de voisinage, dans le but de réduire les facteurs d'expulsion et les migrations forcées »

La « sécurité » prétexte à l'autoritarisme d'extrême droite

La population souhaite vivre en sécurité et c'est bien légitime.

Mme Le Pen en profite pour masquer sa conception AUTORITAIRE, ANTI REPUBLICAINE.

En 2021 elle a soutenu l'appel de Philippe de Villiers, la pétition lancée par Valeurs actuelles de généraux d'extrême droite, puis de policiers, menaçant la République, leur hiérarchie militaire, y compris de guerre civile. M J P Tanguy : « Nous sommes le rempart contre toutes les minorités ». Que resterait-il de démocratie si le RN était au pouvoir ?

Le RN, Reconquête, **viscéralement anti sociaux.**

Si Reconquête l'avoue, le RN dit le contraire et manœuvre pour que ça ne se voie pas.

L'augmentation de 10 % du salaire net, mesure « sociale » phare du RN :

- **Ce n'est pas une augmentation de salaire** : elle ne coûte rien aux entreprises car elle est prise sur les cotisations sociales « patronales » qui sont une partie du salaire.
- Elle se substituerait au moins partiellement à une véritable augmentation du salaire brut. **C'est donc de fait une baisse de salaire.**
- Elle détruirait la Sécu en la privant de recettes importantes. C'est ce que demandent les fonds de pension, les multinationales de l'assurance, de la santé.

Construire une stratégie gagnante.

► « On a tout essayé sauf le RN » disent certains.

Ils n'ont pas compris que le RN est un parti du Capital, ennemi des travailleurs, qui veut prendre le pouvoir au nom des très grandes fortunes. Ils n'ont pas compris que le RN est capable de faire semblant de reprendre leurs revendications, en s'auto proclamant plus efficace que les syndicats. Ils n'ont pas compris que le RN est capable de masquer sa politique ou de mentir sur tous les sujets, c'est sa stratégie de prise du pouvoir depuis le passage du FN au RN.

Il faut leur montrer le piège soigneusement dissimulé.

Mais ça ne suffit pas : il faut une solution politique à la hauteur des enjeux.

- Ni la droite ni la gauche n'ont résolu les problèmes des salariés.es, de la population, d'où l'effondrement des partis traditionnels, LR, PS, PC, à la présidentielle.
- Malgré le rejet de 90 % des salariés la réforme des retraites est passée, donnant l'impression (d'ailleurs fausse) qu'on ne peut empêcher les réformes des gouvernements successifs, a fortiori gagner celles qui seraient nécessaires.
- Après le Front de gauche, la NUPES agonise. La perspective du socialisme qui a été le moteur du mouvement social au 20^{ème} siècle est au plus bas, semblant donner raison à ceux qui disent que « le capitalisme l'a définitivement emporté ».
- Il y a urgence. Un bilan est à tirer, un grand vide à gauche à combler vers une République démocratique, sociale, laïque, écologique, féministe, sinon l'extrême-droite risque fort d'en profiter. **Les forces existent pour rouvrir l'espoir de « changer la vie », donc c'est possible.**

ACTUALITE SOCIALE

Obliger les bénéficiaires du RSA (400 euros environ) à travailler 15 heures par semaine est une idée odieuse.

par Maître Jonas

1) A l'argument du "ils ont des droits mais aussi des devoirs", je répondrai que la grande majorité des bénéficiaires du RSA ne choisit pas cette situation précaire. En fait, les citoyens touchant le RSA ont des droits parce qu'il y a un droit, l'obligation pour l'Etat d'assurer un minimum social pour l'individu afin qu'il ne finisse pas dans la rue, en totale perdition.

Nombreux citoyens devraient toucher des aides et ne les touchent pas. Cela représente des millions que l'Etat ne s'efforce pas d'accorder alors même qu'il devrait s'agir d'une obligation dans sa mission. Le citoyen qui ne demande pas ses droits, c'est un citoyen qui est généralement perdu, en totale précarité.

2) Oui il y a des gens qui touchent le RSA et qui s'en satisfont. Mais faire une politique générale sur cette extrême minorité - car qui peut ici prétendre qu'il vivrait correctement avec 400 euros par mois - est une attaque contre la République sociale, inscrite dans l'article 1er de notre Constitution.

3) Cette mesure est présentée comme pouvant permettre la réinsertion. Quelle blague. Il suffit d'écouter les premiers arguments des défenseurs de cette loi, notamment Eric Ciotti. Ce député LR affirme quasiment sans filtre qu'il s'agit simplement de faire bosser des gens, vus comme des assistés. Qui peut se réinsérer en forçant des citoyens à faire des boulots qu'ils ne recherchent pas ? On va donc forcer par exemple des jeunes, qui ont des licences ou master, dans tel ou tel domaine à faire des emplois dont ils sont éloignés. Comment n'est-ce pas dégouter du travail et de leur projet ? 15h ce n'est pas minime comme contribution. C'est un mi-temps. Un travail sous-payé qui ne peut que dévaloriser le bénéficiaire du RSA.

4) Cette mesure est aussi économique :

- C'est permettre à certains de profiter d'une main d'oeuvre à moindre coût en lieu et place d'un recrutement.

- C'est permettre des radiations et d'augmenter le nombre de personnes ne pouvant plus toucher d'allocations/indemnités.

5) A la rengaine : "Alors on ne fait rien ?". Si bien sûr, quelques exemples :

- Faire la chasse à ces entreprises qui embauchent massivement en alternance, en stage ou paradoxalement chez des auto-entrepreneurs pour des postes qui devraient être salariés en CDI. La sanction est possible. - Mieux accompagner des gens en totale perdition. Parfois, il ne sont pas du tout accompagnés puisque sortis des radars, radiés ou ne bénéficiant d'aucune aide.

- Et oui, il faut faire la chasse à tous ceux qui bénéficient le RSA tout en se faisant des cachets au "black".

Avez-vous remarqué ?

Le directeur général de la Concurrence de la Commission européenne, auditionné le 24 octobre à l'Assemblée nationale justifie le démantèlement de Fret SNCF au nom de la compétition économique.

Et ce au mépris de la pérennité du transport de marchandises sur rails.

Pour les libéraux en place au gouvernement, comme pour ceux qui siègent à l'Assemblée, une seule politique possible, celle qui aboutit à la casse de tous les services publics, de toutes les interventions de l'Etat, outil public. Le marché est et doit rester le maître.

C'est ce qu'a dit ce technocrate européen lors de son audition par la commission d'enquête initiée par les députés communistes et présidée par un macroniste. Cette commission a été mise en place suite à l'enquête ouverte par Bruxelles qui accuse la SNCF d'avoir versée des aides d'Etat à sa filiale de fret. Aides « illégales » selon les traités européens (tous rejetés par le peuple français mais signés par les gouvernements !). Bruxelles voudrait ainsi obliger la SNCF à rembourser 5,3 milliards d'€.

Vous avez dit souveraineté populaire ?

COUP DE GUEULE

La Poste veut-elle encore s'occuper du courrier ?

Par Yves LAOT

La question peut paraître bizarre alors que traditionnellement la Poste depuis Louis XI a pour principale mission le traitement des correspondances écrites.

Et pourtant on peut s'interroger. Année après année ce sont des dizaines sinon des centaines de boîtes aux lettres jaunes qui sont supprimées, les tournées des facteurs ont été remodelées, les horaires de nombreux bureaux de poste sont réduits, certains bureaux de poste sont même supprimés, parfois remplacés par des agences postales communales ou par des maisons de services au public...

Certes depuis 10 ans la part du courrier dans le chiffre d'affaires de la Poste n'a cessé de décroître pour ne plus atteindre en 2023 que 18 % quand elle était encore au début des années 2010 de plus de 50 %.

Nos compatriotes envoient de moins en moins de lettres, préférant l'envoi de sms ou l'intervention sur les réseaux sociaux. Les entreprises elle-même préfèrent Internet pour communiquer entre elles ou avec leurs clients.

Faut-il pour autant obliger les usagers à faire des kilomètres pour poster leur courrier au bureau de poste le plus proche alors que ce sont souvent des personnes âgées ou des demandeurs d'emploi qui sont concernés ?

La réponse devrait être non. Car c'est le sens même du service public que de se mettre à la portée de tous.

Mais pour qu'un service public fonctionne encore faut-il qu'il en ait les moyens. En transformant la Poste en une entreprise à capitaux publics mais gérée de facto par la Caisse des Dépôts et Consignations l'Etat a pris une lourde responsabilité. Car dès le départ il était prévisible que le financier l'emporterait sur le courrier. C'est donc à lui qu'il revient d'apporter les fonds nécessaires pour pérenniser cette activité dont nos compatriotes continuent d'avoir besoin même s'ils s'en servent moins qu'auparavant.

Et si pour cela il fallait recréer un véritable service public postal, je ne crois pas que nos compatriotes y seraient opposés.

LES BRAS M'EN TOMBENT

François Bayrou et Michèle Alliot Marie ont été promus officiers de la légion d'honneur comme ça : direct, sans commencer par être nommés chevaliers, comme de tradition.

Normal selon la déontologie macronienne. Ils font partie des 6 des 8 derniers ministres de la justice qui font l'objet d'enquêtes judiciaires pour des dossiers d'atteinte à la probité.

Ça vaut bien une procédure exceptionnelle.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel :

webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)